

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS ET ALGER-LOIRAINNE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard street, E. G.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

Nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire à la date du 15 NOVEMBRE de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

PARIS, 13 NOVEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

Serbes et Bulgares

Sofia, 14, 10 h. du soir.
Le gros des forces bulgares se trouve vers Drogoman dont le défilé, bien gardé, sera probablement le théâtre d'une action demain ou lundi. On n'a encore aucune nouvelle des autres points de la frontière.

Le prince partira probablement demain matin pour son quartier général dont le lieu n'est pas encore fixé.

On a affiché, ce soir, la proclamation que le prince a adressée au peuple.

La population est restée calme, mais se montre énergiquement résolue à combattre.

Pendant toute la journée, M. Tzanof, président du conseil intermédiaire, et le ministre de la guerre ont pris des mesures pour activer l'envoi des renforts et des approvisionnements aux corps d'armée échelonnés à la frontière.

Philippopol, 14 novembre, soir.

Après la célébration du service divin à la cathédrale, le prince est parti immédiatement pour Sofia.

Constantinople, 14 novembre.

M. Groulitch, ministre de Serbie, a notifié cet après-midi à la Porte que, par suite des provocations des Bulgares, suivies d'attaques armées à Vlassina, la Serbie a déclaré la guerre à la Bulgarie.

Le conseil des ministres s'est immédiatement réuni.

INTÉRIEUR

Le Temps d'hier affirme que le gouvernement n'a encore rien décidé au sujet du rappel du général de Courcy, commandant en chef au Tong-King.

N'en déplaise à notre confrère, nous pouvons lui donner l'assurance que le mois de janvier ne s'écoulera pas avant que M. de Courcy ne soit de retour en France.

Le gouvernement chinois se montre fort ému des projets de l'Angleterre sur la Birmanie.

Le cabinet de Pékin se propose d'intervenir, ou signale même sa présence, sur la frontière birmane, de bandes de pillards semblables aux Pavillons-Noirs.

L'Angleterre peut s'attendre à ce que la Chine lui suscite de ce côté les mêmes difficultés que celles que nous avons rencontrées au Tong-King.

EXTERIEUR

Berlin, 14 novembre.

Avec le consentement de l'empereur Guillaume, le frère du prince Alexandre de Bulgarie, le prince François-Joseph de Battenberg, a pris du service dans l'armée bulgare.

Cette autorisation était indispensable parce que les Battenberg appartiennent à la maison de Hesse, et sont par conséquent sujets allemands.

Madrid, 14 novembre.

La Epoca, journal ministériel, dit que le Pape a fait connaître son opinion aux cabinets de Madrid et de Berlin. Ses conseils, comme médiateur, ont été reçus avec déférence, et il fait espérer une solution satisfaisante; cependant la question n'est pas encore terminée quoique les négociations soient en bonne voie.

Berlin, 14 novembre.

L'empereur, qui souffre d'un enrouement causé par un refroidissement, est obligé de garder la chambre.

INFORMATIONS

Un mouvement diplomatique est actuellement en préparation au ministère des affaires étrangères.

Ce mouvement comprendra-t-il quelques blackboulés du suffrage universel ?

Dans tous les cas, ce ne sont pas les candidats de ce genre qui manquent : on en compte une douzaine qui voudraient entrer soit dans la diplomatie, soit dans les consuls, et M. de Freycinet est littéralement assailli par ces victimes ou par leurs protecteurs.

On sait que la commission franco-chinoise chargée de la délimitation du Tong-King, devait tout d'abord se réunir à Hanoi.

Sur la demande du gouvernement chinois, le point de ralliement a été modifié; il est en effet entendu que les membres de la commission commenceront leurs travaux à Pakhoi, port ouvert, situé au sud de Canton.

On assure que les délégués français, se conformant aux instructions du gouvernement, se montreront fort conciliants.

Nous le comprenons sans peine, si, comme on l'assure, le gouvernement paraît décidé à limiter l'occupation au Delta du Fleuve Rouge.

Chacun sait que nos gouvernants sont loin d'être d'accord au sujet de la question d'annexion.

Tandis que M. Brisson n'entend pas faire

cette concession aux ultra-radicaux, M. de Freycinet, au contraire, qui n'a rien à leur refuser, soutient que la mesure ne pourrait que contribuer à l'apaisement des esprits.

Le débat a pris une tournure tellement vive au dernier conseil que, pour éviter une crise ministérielle, on a dû chercher un terrain de transaction.

Le président de la République, qui tout d'abord s'était prononcé pour l'annexion, estime qu'étant donné le désaccord survenu entre les membres du cabinet, il serait possible d'arranger les choses en accordant des grâces pour tous les délits politiques.

Ces grâces seraient tellement nombreuses qu'au fond elles équivalraient à une véritable amnistie.

Touche-t-on l'hypocrisie !

LA GUERRE EN ORIENT

Une dépêche datée de Nisch, 12 novembre, et adressée au Standard, annonçait avant-hier matin qu'un conseil des ministres, présidé par le roi de Serbie, devait avoir lieu le lendemain et que la question de paix ou de guerre y serait décidée.

C'est donc en vain que le roi Milan veut, pour donner le change à l'opinion, faire croire qu'il n'a franchi la frontière bulgare qu'après que ses troupes ont été attaquées par celles du prince Alexandre.

La déclaration de guerre était décidée depuis plusieurs jours dans l'esprit du roi, et c'est parce que tout dans la conduite de ce prince trahissait son intention de brusquer les événements, que nous donnions, ici même, le conseil à la Porte de n'entraver en rien l'œuvre de la Conférence; tout retard à une prompte entente devant fatalement amener des complications désastreuses !

Mais il est inutile de revenir sur le passé; c'est le présent qu'il faut envisager, c'est l'avenir qu'il faut regarder en face. Il est hors de doute que la déclaration de guerre du roi de Serbie va mettre le feu aux poudres. Pourquoi ce Prince-Franchise envahit-il la Bulgarie ? Il n'en souffre mot dans le télégramme qu'il a adressé à son agent à Sofia, M. Rhangabé; il argue, il est vrai, de ce que des troupes bulgares ont attaqué un régiment d'infanterie serbe aux environs de Vlassina; mais des motifs ou, pour mieux dire, du but réel de la campagne qu'il entend, il ne dit rien. S'est-il constitué, de son autorité privée, le mandataire des puissances chargées de faire respecter le traité de Berlin ? Il eût fallu, en tous cas, attendre la réponse du gouvernement de Philippopol à la mise en demeure qui lui a été adressée par les représentants de l'Europe, réunis à Constantinople. C'est de gendarme officieux, le roi Milan s'est offert à le jouer, à diverses reprises; mais on n'avait tenu aucun compte de ses ouvertures à ce sujet, et comme au fond de tout cela se cache une insatiable ambition, un désir immodéré d'agrandissement, que ce soit au détriment de celui-ci ou de celui-là, le roi Milan a pris le premier prétexte venu, se disant — avec raison peut-être — qu'une fois établi sur les terres du voisin, il serait fort difficile de l'en faire sortir.

Donc, voici les Serbes et les Bulgares en train de s'égorger, alors qu'on discute peut-être encore, à Byzance, si on accordera oui ou non, à la Porte, le soin de rétablir son autorité en Roumélie !... Admirable chose, n'est-ce pas, que la diplomatie !

Le gouvernement du sultan a toujours déclaré — et il raisonnait fort juste — que toute invasion du territoire rouméliote par les Serbes serait considérée comme une déclaration de guerre à la Turquie même. Le roi Milan l'a peut-être oublié ! Permettra-t-on à la Turquie de s'en souvenir ? Il nous semble qu'il n'y a point à hésiter. La question se trouve entièrement déplacée par l'inqualifiable agression du roi de Serbie; il ne s'agit plus de trouver les voies et moyens pour forcer les Rouméliotes à rentrer dans le devoir; la Serbie, au mépris des traités, avec une audace qui est un soufflet donné aux grandes puissances signataires de ces traités, a commencé les hostilités, il faut qu'elle supporte les conséquences de sa mauvaise foi.

La Turquie est dans son droit, comme elle l'était il y a deux mois. Si elle a manqué de décision alors, il ne faut point qu'elle commette aujourd'hui la même faute : ses troupes sont prêtes, ses armements complétés, ses généraux ont depuis longtemps déjà prévu cette attaque et fait leurs plans de campagne; qu'elle n'hésite point à écraser au plus vite cette troupe de pillards serbes, si elle veut éviter que les Grecs, les Monténégrins, les Bulgares ne viennent aussi à la curée.

La déroute de l'armée serbe serait un avertissement salutaire à donner aux autres peuplades de la presqu'île des Balkans. On a commis l'imprudence de ne pas déposer le prince Alexandre dès le début, qu'on n'aille pas commettre la folie de protéger le roi Milan contre la correction qu'il a méritée et que la Turquie est de taille à lui administrer d'une main vigoureuse.

Si, en effet, on veut empêcher le gouvernement ottoman d'agir, si le soi-disant concert européen ne peut arriver à un accord parfait sur le droit incontestable qu'à aujourd'hui la Turquie d'agir,

au moins comme suzeraine de la Bulgarie envahie, si l'antagonisme latent qui existe entre la Russie et l'Angleterre continue à créer de nouvelles difficultés, il est impossible de prévoir ce qui peut advenir. Le traité de Berlin, violé impunément par un roitelet turbulent, le sera immédiatement par les autres principes tout prêts à partir en guerre, et l'incendie, au lieu d'être localisé, s'étendra dans toute la presqu'île des Balkans.

La victoire des Turcs pourrait les ramener jusqu'au Danube et peut-être à Belgrade. Mais, si les puissances occidentales venaient à le permettre, ni la Russie ni l'Autriche n'admettraient que l'œuvre de 1877 fût détruite.

La Turquie vaincue, au contraire, il resterait la question de partage de ses dépouilles et la guerre éclaterait certainement entre les vainqueurs. Les ambitions russes et autrichiennes se manifesteraient aussitôt, rivalisant entre elles, mais unies lorsqu'il s'agit d'empêcher la Grèce de s'installer à Constantinople et à Salonique; sans compter que la possession du Bosphore ne passerait pas aux mains d'une puissance européenne sans amener peut-être une intervention anglaise.

L'horizon est donc fort noir, de quel côté qu'on l'envisage, si la question d'Orient se trouve de nouveau posée. Aussi, plus que jamais, sommes-nous d'avis que l'heure a sonné des résolutions promptes et énergiques. La conduite du roi de Serbie est inexcusable; elle doit être flétrie et condamnée par une Note collective des puissances, et la Turquie doit être laissée absolument libre de châtier sans pitié ce prince qui semble n'avoir aucun souci des intérêts de l'Europe. Toute autre attitude de la diplomatie européenne aurait pour effet de créer des difficultés insurmontables et amènerait certainement une conflagration universelle.

Serbes et Bulgares

La guerre est déclarée. Les Serbes ont tiré l'épée. Nous apprécions d'autre part ce gros événement qui peut avoir les plus graves conséquences, en ce qu'il remet l'éternelle question d'Orient sur le tapis de la politique européenne.

Il importe, en cette circonstance, de ne rien omettre des enseignements qui peuvent éclairer le lecteur sur cette situation, œuvre d'une diplomatie indécise et méticuleuse.

Nous avons donné hier la proclamation du roi Milan. Voici, en réponse, les deux proclamations du roi de Bulgarie :

Sofia, 14 novembre.

Officiers, sous-officiers et soldats, Le Roi serbe nous a déclaré la guerre. Il a ordonné à l'armée serbe d'envahir notre territoire. Nos frères serbes, au lieu de nous aider, veulent ruiner notre patrie.

Soldats, montrez votre courage ! Défendez vos mères, vos foyers ; poursuivez l'ennemi qui nous attaque lâchement et traîtreusement, jusqu'à son complet anéantissement.

Frères, en avant ! que Dieu nous aide et nous donne la victoire !

ALEXANDRE.

Sofia, 14 novembre, 8 h. soir.

Le prince Alexandre a adressé aujourd'hui au peuple bulgare la proclamation suivante :

« Le gouvernement serbe, conduit par un bel égoïsme, brisant les liens de la sainte union, nous a déclaré la guerre aujourd'hui sans aucun juste prétexte, et il a ordonné à l'armée d'envahir notre territoire. »

« Nous avons appris cette nouvelle avec un grand chagrin, car nous n'aurions jamais cru que nos frères, qui ont le même sang et la même foi, lèveraient la main et commencent une guerre fratricide dans les moments difficiles que traversent les peuples des Balkans, et se comporteraient d'une manière si inhumaine et si irréfléchie envers des voisins qui sans faire tort à personne, travaillent et combattent pour une cause juste, généreuse et digne d'éloges. »

« Laissons aux Serbes et à leur gouvernement toute la responsabilité de cette guerre fratricide et de ses conséquences pour les deux Etats, nous nous en allons porter le peuple bien aimé, que nous avons accablé la guerre déclarée par les Serbes, que nous donnons à nos troupes courageuses l'ordre de commencer les opérations contre l'ennemi, de défendre énergiquement le pays, l'honneur et la liberté du peuple bulgare. »

« Notre cause est sainte, et nous avons l'espoir que Dieu nous prouvera sans protection et nous donnera le secours nécessaire pour vaincre les ennemis, et nous sommes convaincus que pour défendre cette cause sainte, chaque Bulgare capable de porter les armes viendra sous les drapeaux combattre pour le pays et la patrie. »

« Nous prions Dieu de protéger la Bulgarie et de la secourir dans les temps difficiles que traverse le pays. »

ALEXANDRE.

Philippopol, 14 novembre.

Les Bulgares font appel à la Turquie

Sofia, 13 novembre, 2 h. 30, soir.
On attend le prince dans la soirée. Avant de quitter Philippopol, le prince Alexandre a télégraphié au sultan pour l'informer que les Serbes ont envahi le territoire de la principauté et lui annoncer qu'il avait donné des ordres aux troupes bulgares en vue de repousser l'agression.

En même temps, le prince a demandé au sultan de lui faire connaître ses intentions,

comme suzerain, pour la défense de l'intégrité de l'empire.

Marche des troupes bulgares

Les troupes sont parties hier matin 14, de Sofia pour la frontière, musique en tête, et ont crié de : « En avant contre les Serbes ! »

La population les a acclamées sur leur passage.

Les troupes cantonnées en Roumélie arriveront demain à marche forcée.

A l'heure actuelle, on n'a pas reçu de nouvelles de l'invasion serbe d'un autre point que du côté de Kustendil, il y a une fusillade très vive entre les avant-postes ; toutefois, les Serbes n'ont pas encore accentué leur mouvement offensif de ce côté ni dans la direction de Trane ni dans celle de Widin.

Marche des troupes serbes

Londres, 15 novembre.
On télégraphie de Nisch :

Les forces serbes marchent en trois divisions sur Sofia.

Le roi Milan a pris le commandement en chef de l'armée et accompagne la division du centre, qui marchera vers Tzaribrod et le défilé de Dragoman.

Le général Jovanovich commande l'aile gauche, qui marchera vers Boriska.

Le général Leschynski commande l'aile droite, qui se dirige vers Sofia, par la route de Trane.

Les trois divisions effectueront leur jonction et se concentreront à Sofia.

On croit que toutes les forces serbes atteindront Sofia dimanche de la semaine prochaine, c'est-à-dire le 22.

La ligne est très épaisse sur les routes, ce qui retardera la marche de l'armée du roi Milan.

Sofia, 14 novembre, 9 h. soir.

Les nouvelles de la frontière s'arrêtent à cinq heures.

L'attaque principale des Serbes, pendant la journée, a eu lieu vers Tzaribrod.

On suppose qu'il y a de ce côté un combat aux avant-postes dont les détails sont encore inconnus, le télégraphe n'étant plus en communication avec le village.

Il n'était pas dans l'intention des chefs bulgares de défendre cet endroit qui n'est pas un point stratégique.

Premiers combats

Vienne, 14 novembre.

D'après des renseignements adressés de Belgrade aux journaux de Vienne, les Serbes ont franchi la frontière de Bulgarie à Tzaribrod, Kiliura et Begova, à une heure du matin, sans rencontrer beaucoup de résistance.

De vifs combats ont eu lieu à Turu-Blastina et sur la route de Kustendil. Il y a eu beaucoup de morts et de blessés.

Les Bulgares battent partout en retraite. L'armée serbe est déjà en plein territoire bulgare.

Il n'est pas inutile de faire observer que les troupes bulgares n'ont qu'une organisation incomplète. Il s'agit plutôt d'une espèce de milice nationale que d'une véritable armée permanente et régulière.

L'invasion serbe

Sofia, 14 novembre, 5 heures, soir.

Les Serbes ont attaqué vigoureusement la position de Banskýdal, en avant de Tzaribrod.

Les Serbes ont pris également l'offensive du côté de Trane.

L'ennemi a occupé, sans combat, les villages bulgares de Miloslavski, Zeleni, Grad et Zvonki.

On télégraphie de Trane que l'on entend la canonnade, mais il n'est pas probable qu'une action sérieuse puisse s'engager avant demain ou lundi.

Les troupes bulgares, retranchées dans leurs positions, en arrière de la ligne frontière, à une distance de 20 kilomètres, attendent l'attaque de l'ennemi.

On lit dans la Justice :

Divers journaux ont publié hier, sur la question de l'élection présidentielle, de prétendues informations qui ne reposent absolument sur rien, et où l'on fait jouer à différentes personnes, notamment à M. Clémenceau, un rôle de plus haute fantaisie. M. Grévy n'a jamais cessé d'être le candidat du parti républicain tout entier, et nous pouvons prédire à messieurs les monarchistes qu'ils réuniront sans discussion l'unanimité des voix républicaines.

Tout mauvais cas est niable.

L'ère des dénonciations est ouverte et la foule républicaine s'y précipite, s'y rue. C'est plaisir vraiment de la voir et de l'entendre. Après le plaisir vient, il est vrai, le dégoût, et l'on se demande jusqu'où peuvent aller la soif des places et le besoin de nuire. Voici, par exemple, ce que nous lisons dans un journal avancé, dirigé par un homme d'esprit :

L'épuration est à l'ordre du jour, et certes elle est nécessaire. Mais c'est surtout dans les ministères qu'elle s'impose. Il existe là un tas de vieux bonapartistes en cravasse qui nous font la loi, sont nos maîtres et commandent. Voilà où il est nécessaire de donner le coup de balai. Sinon, nous aurons beau changer de cabinet, avec des titulaires de plus en plus radicaux, l'organisation actuelle ne fera jamais d'eux que des impuissants, que des valets très humbles de l'armée des ronds-de-cuir. Epurer, c'est le mot d'ordre. Mais épurons d'abord le personnel ministériel et bureaucratique. Après cela, l'épuration préfectorale, diplomatique et professorale se fera toute seule.

Mais citoyens, voici des années et des années encore que vous épurez partout. Le personnel a été renouvelé deux ou trois fois peut-être dans toutes les administrations, et peut-être dans l'intérêt du service serait-il bon de l'arrêter.

Un vieux républicain revêtu des illusions de sa jeunesse, interrogé par nous sur cette fièvre d'épuration à jet continu, nous répondait ceci :

Rien de plus naturel. Il y a dix ans, tel père, tel oncle n'avait pour fils ou pour neveu que des écoliers de quinze à dix-huit ans. Aujourd'hui ses neveux et ses fils sont des hommes de vingt-cinq à vingt-huit ans qu'il faut caser. Tel est dans bien des cas le secret de ce courant dépuratif.

Au Tong-King

Il y a quinze jours environ, on nous disait que la nouvelle campagne entreprise au Tonkin par le général de Négrier était une simple opération de gendarmerie dirigée contre des mandarins. Depuis quinze jours nous nous disions sans nouvelles. Malgré l'insistance de certains bruits fâcheux sur l'issue de cette campagne, le ministère de la guerre garde le silence. Aujourd'hui, le Times assure que le général de Courcy a annoncé au général Camponen que ces opérations seraient « plus longues qu'on ne l'avait prévu » et que ses troupes « n'avaient remporté que des succès partiels ».

Nous voilà revenus au bon temps du silence de Jules Ferry. On devait tout dire, tout révéler, pour que le public puisse juger. Or, non seulement on laisse le pays dans l'ignorance de la vérité, mais encore on continue de travestir les faits.

Comme au temps de Ferry, les nouvelles nous arrivent par l'Angleterre, et la France est réduite à attendre avec anxiété le bon plaisir d'un gouvernement qui a élevé la dissimulation à la hauteur d'un principe et qui, il y a quelques jours, niait publiquement que nous fussions en guerre !

ÉCHOS PARLEMENTAIRES

M. Brisson n'est pas heureux dans ses critiques, il semble avoir pris à tâche de mécontenter tous le monde; les amis de l'Élysée lui reprochent amèrement ses intrigues contre M. Grévy; les radicaux du gouvernement lui en veulent de son opposition à l'annexion, qui rend toujours possible la mise en accusation de M. Ferry; l'extrême gauche blâme son indécision et son silence trop prolongé. Le ministre de l'intérieur reste seul l'allié de son chef de file.

Le président de la République se met aussi en désaccord avec le président du conseil. On sait que ce dernier ne veut pas entendre parler de l'annexion; or, M. J. Grévy s'en est déclaré partisan pour mettre fin à la division du parti.

Sans doute, il ne se produirait pas, dans l'opinion publique, un courant bien accentué en faveur d'une annexion, à dit en substance M. Grévy au conseil des ministres, mais puisque cette mesure doit couper court à des débats irritants et faciliter la concentration préchée par le président du conseil, pourquoi ne pas s'y résigner ?

Quatre ministres, parmi lesquels on cite M. de Freycinet, ont soutenu, comme M. Grévy, qu'il convenait de présenter à la Chambre un projet d'annexion plénier.

MM. Brisson et Allain-Targé ont pris la parole à diverses reprises et ont fini par obtenir de la majorité du conseil, — 7 voix contre 4, — que le gouvernement ne ferait aucune allusion à l'annexion dans sa déclaration, et qu'il combattait la proposition de M. Clévis Hughes.

M. Clévis Hughes fait signer en ce moment, par ses amis, une proposition d'annexion coughe dans les termes suivants :

« Article unique. — L'annexion est accordée à toutes les personnes condamnées ou poursuivies pour crimes ou délits politiques, de presse, de réunion, d'association, d'attentat ou pour tout autre crime ou délit connexe. »

Le Radical annonce que cette proposition sera signée par environ 270 députés.

Les journaux avancés reproduisent la réclamation suivante formulée par le Télégraphe :

« Les questions en exercice sont assez vivement attaquées, à propos des entraves gâchées. On fait observer qu'il n'est pas attendu la constitution du bureau définitif pour traiter avec les Compagnies, et déléguer aux députés leurs permis de circulation : des lois, pourquoi arguent-ils de leur défaut de qualité, quand il y a des mesures d'ordre à prendre dans le palais ? »

ÉCHOS

Par décision spéciale rendue en conseil des ministres, le 10 novembre, conformément au paragraphe 3 de l'article 14 de la loi du 20 juillet 1881, la circulation en France du journal *Ni Dieu ni Maître*, publié en Belgique, est interdite.

M. de Bouteiller, consul de 2^e classe, chargé du vice-consulat de France à Philadelphie, est chargé en la même qualité du vice-consulat de France à Mandalay, en remplacement de M. Haas, mis en disponibilité pour raison de santé.

Hier, à la séance ordinaire de l'Académie des beaux-arts, « la déclaration de vacance », par suite de la mort de M. Perrin, académicien, ayant été faite, il a été procédé à la nomination de la commission chargée de classer les candidats au fauteuil vacant.

Ont été nommés : MM. Gérôme (peinture), Guillaume (sculpture), Garnier

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
— Le numéro, 45 centimes.
DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES. 1 fr. 50 la ligne

Chez MM. Fauchey, Laffitte et C^e

Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

(architecture), Chaplain (gravure), Ambroise Thomas (musique), et S. A. R. Mgr le duc d'Aumale (membre libre).

Après la séance, les académiciens s'entretenaient fort de la libéralité de M. de Rothschild pour l'achat des tableaux offerts au Louvre.

Hier, à deux heures et demie, à eu lieu, à la salle Albert-le-Grand, la réouverture des cours d'enseignement supérieur pour les jeunes filles.

Mgr d'Hulot, vicaire-général, recteur de l'Institut catholique, a prononcé quelques paroles de bienvenue.

Il a fait ressortir que ces cours sont utiles, même pour les jeunes filles qui ont pris leur brevet supérieur, et que l'enseignement oral est préférable pour les élèves au livre, parce qu'il permet de revenir sur ce qui a déjà été dit, tandis que le livre doit éviter les répétitions.

priété de Mme Patti au pays de Galles, que l'union sera célébrée.

Le Jockey-Club vient de perdre un de ses membres les plus estimés, le comte Charles d'Ivernois. C'était le beau-frère du comte de Raymond dont nous avons annoncé la mort l'an dernier, et le père du vicomte Raoul d'Ivernois, un clubman très connu à Paris. Il était proche parent du duc de Valence.

Les obsèques auront lieu à la Madeleine lundi prochain.

La Revue scientifique annonce le projet de M. J.-J. Martinez de faire un trou à la terre pour en connaître les différentes couches. Une souscription universelle serait ouverte pour subvenir aux frais de ce immense forage.

Jusqu'à présent les trous à la lune ont paru plus faciles.

Une plaque commémorative sera prochainement placée sur la façade de l'immeuble portant le n° 28 de la rue Montholon.

Cette plaque rappellera que c'est dans cette maison qu'est mort, le 18 octobre 1817, Etienne-Nicolas Méhul, l'illustre auteur du *Chant du Départ*, né à Givet, le 22 juin 1763.

La Société de protection des Alsaciens-Lorrains, qui fut fondée par M. le comte d'Haussonville, vient d'hériter de M. Léonce Chaillou, avocat, décédé l'été dernier aux Eaux-Bonnes, d'un legs de 30,000 francs.

Une bien amusante calinotade entendue par Zidig :

Un gachroche aperçoit un mitron couler du plus pur ébène, à la porte d'une boulangerie.

— Oh là ! là ! quel moricaud ; dis donc, boude de neige, qu'est-ce que tu peux bien faire chez un boulanger ?

— C'est moi qui fais le pain de seigle !

Lettres de Londres

(De notre Correspondant particulier.)

14 novembre 1885.

Pris on approche du jour où auront lieu les élections et moins il est possible de prédire de quel côté penchera la balance.

Les élections municipales (school-boards) qui viennent d'avoir lieu, ont été un succès pour le parti conservateur, mais il ne faut point en conclure que les élections parlementaires donneront un résultat semblable ; le corps électoral municipal ne ressemble en rien au corps électoral politique. Dans l'un, l'électeur a droit à un nombre de votes proportionnel au chiffre des rates (impôts municipaux) qu'il acquitte ; dans l'autre, au contraire, l'électeur n'a droit qu'à un vote par arrondissement, qu'il soit vingt fois millionnaire ou qu'il paie simplement les 250 francs de loyer annuel exigés par la loi pour avoir le droit de suffrage.

Ce qui, néanmoins, pourrait bien assurer la victoire aux Tories, c'est le désarroi où se trouve actuellement le parti libéral. C'en est fait à tout jamais, il ne faut pas garder d'illusions à cet égard, du jeu de bascule qui depuis cent cinquante ans permettait que, sans secousses, le pouvoir passât alternativement aux mains des conservateurs et des libéraux.

Ceux-ci précipitent l'heure des réformes, ceux-là la retardent le plus possible, mais l'ardeur de leurs luttes n'était qu'apparente, et en réalité les deux partis suivaient une seule et même politique, qui consistait à mettre d'accord l'organisation oligarchique du gouvernement anglais avec les idées et les aspirations de la démocratie moderne.

Les Tories restent debout, mais les Whigs ne sont plus représentés aujourd'hui que par un petit groupe, — quelque chose comme notre centre gauche, — à la tête duquel se trouve l'honorable M. Goschen.

C'est M. Gladstone qui est, en somme, responsable de la situation présente, et si les destinées de l'Angleterre ont en souffert, c'est sur lui que devra peser toute la responsabilité. Ce grand ambitieux, qui a toujours caché, sous des allures pures, une ardente passion du pouvoir, ne pouvait, en 1876, se consoler de voir lord Beaconsfield au ministère. Après avoir donné sa démission de député de Greenwich, il a déclaré chèrement sur Homère et confié la direction du parti libéral au marquis de Hartington.

M. Gladstone est bientôt la nostalgie de la politique. Il fit sa rentrée dans l'arène en prenant pour programme la paix à tout prix et l'extension des franchises électorales.

Redevenu ministre, les événements d'Egypte l'obligèrent à ne point tenir ses engagements pacifiques, la captivité de Gardon l'amena à entreprendre une nouvelle expédition qui fut un insuccès ; c'est alors que, pour regagner sa popularité perdue, il proposa la réforme électorale dont l'application va se faire dans quelques jours. Ce qui ne l'empêcha point, du reste, d'être remercié par le marquis de Salisbury, il y a six mois.

Ainsi qu'il arrive le plus souvent en matière de libéralisme, les modérés ont été bien vite débordés. Les vieux Whigs considèrent déjà M. Gladstone comme fort avancé ; ce dernier, par contre, est tenu aujourd'hui pour un tigre par les Chamberlains, les Bradlaugh, les Labouchère et les autres radicaux.

C'est, en effet, le programme radical qui est devenu la plateforme électorale du parti libéral — ou pour mieux dire, la pierre de touche du parti libéral. — M. Chamberlain et ses amis demandent la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; ils veulent que le paysan, aujourd'hui pourvu de droits politiques, cesse d'être simple tenancier pour devenir propriétaire. *Trois acres de terre et une vache !* Voilà le mot d'ordre des radicaux !

Obbligés de s'exprimer sur ces grosses questions, les chefs libéraux, MM. Gladstone et le marquis de Hartington n'ont pu que répondre évasivement, n'osant se prononcer ni pour ni contre, dans la crainte de s'aliéner les libéraux modérés d'un côté ou les radicaux de l'autre. Cette question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat est, en effet, des plus compliquées dans un pays où il existe une religion d'Etat pourvue de grands privilèges et de gros bénéfices, et une foule d'autres sectes religieuses qui, sous le nom de Dissenters, contrebalancent, et comme nombre d'adhérents et comme influence, la religion officielle.

Les Tories, prenant avantage de l'embarras de leurs adversaires, les ont accusés

de duplicité et les ont qualifiés — empruntant le mot à notre vocabulaire politique — d'opportunistes.

Le mouvement qui s'accentue et qui entraîne les libéraux, selon le dictionnaire :

Parties are much like fish's tie said.

The tail directs them not the head.

est, en effet, un mouvement qui rappelle celui qui s'est produit en France il y a bientôt cent ans. Le paysan veut posséder une parcelle de cette terre qu'il cultive, et pour donner satisfaction à cette ambition, les radicaux demandent la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la réforme municipale, mesures qui, adoptées, mettraient à la disposition du gouvernement des terres d'une grande étendue et aussi les ressources nécessaires pour en acquiescer et les distribuer ensuite, moyennant une faible rétribution, aux électeurs ruraux. C'est, on le voit, l'histoire des biens nationaux en France.

Jusqu'à présent, il n'est point question de s'attaquer aux immenses richesses territoriales de l'aristocratie, mais cela ne peut tarder à venir, aussi sont-ils encore assez nombreux les Whigs qui, plutôt que de se prêter à ce qu'ils appellent une politique de spoliation et d'athéisme, passent, avec armes et bagages, au parti Tory.

La période électorale, qui dure depuis la fin de la dernière session, est donc assez agitée. Les meetings se terminent fréquemment par des rixes, rien n'est brutal comme la populace anglaise ; et le nombre de chaises et de bancs qui sont brisés chaque semaine est incalculable. Il y a quelques jours à Twickenham, près de Londres, le marquis de Lorne, gendre de la reine, fils du duc d'Argyll et appartenant au parti libéral, était venu soutenir la candidature d'un M. Haysman, a été hué et n'a pu, qu'à grand peine, s'échapper sans être molesté. Les mêmes faits se sont produits à un meeting où sir Richard Harcourt a pris la parole.

La lutte est donc très vive de part et d'autre et les adversaires ne se ménagent pas. Il ne s'agit plus seulement, en effet, de questions purement politiques, mais de questions sociales. Un des principaux arguments en faveur des libéraux leur échappe, c'est le libre échange dont les adhérents diminuent chaque jour, à mesure que la concurrence allemande et américaine devient plus menaçante. — « Que nous importe, disent les ouvriers, que le pain soit à bon marché, si nous n'avons point la possibilité de gagner l'argent pour l'acheter. » C'est donc en vain que M. Bright et les Free-traders ont voulu mettre le marquis de Salisbury dans l'embarras en lui demandant quelle serait sa politique commerciale.

Bref, le parti libéral émettait se trouve en face du parti conservateur uni et renforcé. Celui-ci aura-t-il la majorité ? C'est là ce qu'on ne peut dire ; mais si numériquement il ne l'emporte pas, il sera assez puissant au nouveau Parlement, et le parti libéral sera assez divisé, pour qu'il soit bien difficile de former une majorité de gouvernement.

Bien des gens, ici, sont donc d'opinion que de nouvelles élections seront peut-être nécessaires dans un an, si les conservateurs ne restent pas au pouvoir. Il y a, de plus, un facteur important qu'il ne faut point négliger et que les Tories et les Whigs essaient de mettre dans leur jeu : c'est l'élément irlandais. Sur les 105 députés qu'envoie l'Irlande, il y en a 69 qui sont plus ou moins partisans, c'est-à-dire partisans de l'autonomie irlandaise, partisans d'un dualisme politique analogue à celui qui réunit la Hongrie à l'Autriche. Sur cette grave question, ni les libéraux ni les conservateurs n'ont trop s'engager ; mais à un moment donné, au Parlement, ces 69 voix peuvent avoir une influence décisive, et plus d'une fois elles seront en mesure de décider de l'existence des ministères.

Le prochain Parlement va donc renfermer des vieux Whigs, des libéraux de l'école Gladstone, des radicaux modérés comme sir Ch. Dilke et M. Bright, des radicaux socialistes comme MM. Chamberlain, Bradlaugh, des conservateurs et des Irlandais séparatistes. Comment va fonctionner la vieille machine parlementaire, nul ne peut le prévoir à titre de curiosité, je vous dirai, en terminant, qu'il y a des candidats ouvriers — trois ou quatre — patronnés par le parti conservateur et un candidat radical, un nommé G. Mitchell, que les conservateurs appellent le candidat charlatan, mais qui, lui, s'intitule le candidat-laboureur (*one from the plough*).

J. K.

La séance de la Chambre

Séance de scrutins, fastidieuse et monotone comme un jour de pluie. Pendant cinq heures, les députés montent et descendent les marches de la tribune pour y déposer leurs bulletins. Ce spectacle n'a rien de grandiose et rien d'attrayant.

On nomme les membres du bureau définitif. Nous avons dit que la droite demandait, pour sa part, un vice-président et trois secrétaires. Cette prétention n'avait rien de légitime et de modéré, car le groupe conservateur, qui forme le tiers de la Chambre, aurait dû, en toute justice, se voir attribuer une des places de questeur.

Mais la majorité n'a pas tenu compte de la situation nouvelle que les élections ont faite à la droite, et a continué à ne lui accorder que deux sièges de secrétaire, comme précédemment. Cette répartition est également incorrecte au point de vue parlementaire et au point de vue des convenances. Mais il fallait s'y attendre. Quand les conservateurs, aux prochaines élections, auront encore gagné cent vingt sièges nouveaux, ils appuieront aux républicains la loi que ceux-ci ont faite.

Point de concurrents pour la présidence. M. Floquet, seul candidat, a obtenu 348 voix.

La réunion orageuse du Grand-Orient a abouti à un double sacrifice. M. Périn et M. J. Roche ont décliné toute candidature à la vice-présidence. Voici les lettres de ces deux victimes :

Monsieur le président,

Un certain nombre de mes collègues avaient songé à me porter à la vice-présidence de la Chambre. Je les remercie du grand honneur qu'ils avaient voulu me faire, mais je crois devoir décliner cette candidature. Je vous serai reconnaissant de m'en informer la Chambre.

Recevez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Georges PERIN.

Monsieur le président,

Je remercie ceux de mes collègues qui m'ont fait l'honneur de me désigner comme candidat à la vice-présidence de la Chambre ; mais je crois devoir, dans les circon-

stances présentes, décliner cette candidature. Recevez, je vous prie, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Jules ROCHE.

On a remarqué le ton très sec de la lettre de M. Jules Roche. Des murmures assez peu sympathiques en ont accueilli la lecture.

Les noms de MM. Périn et J. Roche ont été remplacés par ceux de MM. Ernest Lefèvre et Buyat. Le scrutin a donné les résultats suivants :

MM. Anatole de La Forge..... 458 voix
Ernest Lefèvre..... 335
Develle..... 284
Buyat..... 279

L'amiral de Dompierre d'Hornoy, candidat présenté par la droite, a obtenu 188 voix.

Les deux premiers élus sont députés de Paris. On connaît M. A. de La Forge, qui arrive toujours bon premier. M. E. Lefèvre est un des aides de camp de M. Clémenceau, n'abandonnant pas le parlement, la tribune, il ne trahit pas. M. Develle, ancien député de l'Eure, aujourd'hui député de la Meuse, était un des lieutenants dévoués de M. J. Ferry, la fine fleur de l'opportuniste. M. Buyat est une création nouvelle. On ignoreait M. Buyat, en dehors de l'Isère qui lui donna le jour. Il passe pour avoir été président de la commission des chemins de fer dans la Chambre précédente.

Arrivons aux secrétaires.

Le premier tour de scrutin, on a nommé :

MM. Bovier-Lapierre..... 384 voix
Dutailly..... 378
Brousse..... 370
Elienne..... 345
Thiessé..... 324
Compayré..... 263

Venaient ensuite les trois membres présentés par la droite :

MM. de La Billiols..... 234 voix.
Bénazet..... 234
Jougliez..... 207

Six places étant prises, il n'en restait que deux à pourvoir. C'était la part laissée à la droite dans un bureau de seize membres. Il y eut un mouvement d'indignation. — Vous avez manqué à tout ce que vous nous deviez, à ce que vous vous deviez à vous-mêmes, s'est écrié le comte de Maille ! — Plusieurs membres de ce côté étaient d'avis de ne point prendre part au second tour de scrutin. On s'est toutefois décidé à voter, et MM. de la Billiols et Bénazet ont été élus chacun par 282 voix.

Les trois questeurs en exercice dans la dernière Chambre ont été réélus avec les chiffres suivants :

MM. Madier de Montjau..... 266 voix.
Margaine..... 267
Martin Nadaud..... 195

Une liste dissidente portait le nom de M. Boyssot, au lieu de celui de M. Nadaud.

M. Boyssot n'a réuni que 148 voix, et le vieux magot de la Creuse continuera à briller dans les salons de la questure. La Chambre a validé, entre deux scrutins, les élections du Loiret et de la Meuse.

M. Maret et Paul Bert ont opté, le premier pour le Cher et le second pour l'Yonne. Toutes les options sont faites, et il y a lieu de pourvoir à cinq sièges vacants à Paris et à un siège dans le Var.

A lundi, les affaires sérieuses.

CHRONIQUE ELECTORALE

Par suite d'irrégularités commises aux dernières élections législatives à Saint-Denis-la-Séauve (Haute-Loire) un siège deviendrait vacant. Il n'y a eu, entre M. Rumillet, proclamé élu, et M. Maigne, non élu, qu'une différence de 7 voix en faveur de M. Rumillet. Or, d'après de nouveaux pointages, il manquerait à M. Rumillet 21 voix pour avoir la majorité absolue, et M. Maigne ayant 7 voix de moins que M. Rumillet, ne pourrait non plus être déclaré élu. On pense que M. Rumillet ne sera pas invalidé, mais déclaré non élu par la Chambre.

On écrit de Vesoul :

« L'administration sévit contre les maires dans tous les départements. Dans la Haute-Saône, M. Mourlet, maire de Vesoul, et M. Haquet, maire de Fontaine-lez-Luxeuil, dénoncés pour « faits » de pression électorale », viennent d'être suspendus de leurs fonctions. Par arrêté préfectoral, M. Hansberg, maire d'Auxon depuis vingt-sept ans, vient d'être révoqué. De quel méfait M. Hansberg s'est-il donc rendu coupable ? Il avait ouvert par inadvertance le bulletin d'un électeur, qui n'a d'ailleurs élevé aucune réclamation à ce sujet. Mais il n'en a pas fallu davantage à un malveillant pour signaler M. Hansberg à la vindicte administrative.

JOURNAUX ET REVUES

On lit dans le *National*, à propos de la situation dans laquelle les gauches prétendent tenir le gouvernement :

On s'ajoute — et c'est un bruit que nous ne sommes pas en mesure de vérifier, car les ministres ne nous ont fait aucune communication à ce sujet — que le Cabinet actuel paraît résolu à ne pas suivre la politique d'effacement pratiquée par certains Cabinets qui l'ont précédé, et à maintenir énergiquement le programme contenu dans la Déclaration qui sera présentée après-demain au Parlement.

Cette déclaration, dont les termes ont été définitivement arrêtés, et dont le texte est assez long, a été approuvée ce matin par le président de la République.

Ces prétentions partent d'un bon naturel sans doute, mais le ministre sera-t-il de taille à résister à son maître ? Si nous en jugeons par l'attitude des journaux radicaux, la chose ne sera pas facile. Voici, par exemple, ce que dit l'*Intransigeant*, qui s'occupe de M. Brisson :

Notez que ce parti pris de résistance à tout ce que demande le pays coule sa présidence cent fois plus sûrement que ne le feraient les audaces les plus intempestives. Dans l'état de cécité où il vit, il ne paraît pas se douter que combattre l'annuité — qui sera indubitablement acceptée par la Chambre — c'est se mettre dans la nécessité de résigner son portefeuille. S'il s'en doute, peut-être aime-t-il mieux tomber à droite, ce qu'il suppose de nature à aug-

menter ses chances présidentielles. Car, pour lui, tout est là.

Cette situation morale ne peut longtemps convenir au tempérament de la nouvelle Chambre. La chute de Brisson et de son cabinet n'est plus, à notre avis, qu'une question d'occasion. En effet, on l'annuité sera repoussée, et c'est alors la mise en accusation immédiate de Jules Ferry, sur le dos duquel tout le monde s'empressera de jucher, ou l'annuité sera votée, et Brisson, qui aura fait l'opposition dont ses confidences nous donnent un avant-goût, tombera du pouvoir le jour où Louise Michel sortira de Saint-Lazare.

Il serait donc urgent de s'inquiéter dès maintenant de la composition du ministère qui va remplacer celui du ramollissement.

Puisque M. Brisson trouve si doux de ne rien faire, il sera probablement enchanté de voir l'empressement que nous mettrons à lui donner l'éternel repos.

Cela s'appelle la deuxième période de la concentration républicaine.

— Le *National* continue la scie qu'il fait aux radicaux ; il en est déjà à la deuxième promesse à laquelle ils manquent.

Les radicaux avaient promis aux électeurs :

La séparation immédiate de l'Eglise et de l'Etat.

Au nom du parlement de la rue Cadet, M. Lockroy a déclaré hier à M. Brisson, président du conseil, que ses collègues ne réclameraient pas la séparation immédiate. Et de deux !

On lit dans le *Rappel* :

En présence d'articles de plusieurs journaux prétendant qu'en raison de son état de santé, M. Grévy pourrait ne pas se représenter lors de la prochaine élection présidentielle, et que d'autres candidatures républicaines à la présidence de la République seraient posées, plusieurs députés se sont rendus hier à l'Elysée pour demander à M. Grévy de faire connaître formellement ses intentions, de manière à ce qu'il soit à toute cette campagne de fausses nouvelles, qu'il se prolongeât, risquerait de tromper l'opinion publique.

Après avoir examiné formellement qu'il se considérait comme pouvant être encore utile à son pays, et qu'il serait encore, à l'expiration de ses pouvoirs présidentiels, le candidat du parti républicain tout entier à la première magistrature de la République, le Président a, en outre, autorisé ses interlocuteurs à rendre sa réponse publique. Ceux-ci, en effet, dans le cours de l'après-midi, ont fait connaître dans les couloirs de la Chambre, à leurs collègues et aux représentants de la presse, le résultat de leur entrevue avec le président de la République.

Ce coup porté aux prétentions peu déguisées de deux ou trois Machiavols de carton est un coup droit des plus réussis, c'est une riposte à un coup de Jarnac ; seulement la main qui l'a porté pourrait-elle tenir l'épée pendant toute la durée du duel.

Faits divers

Chute mortelle. — Avant-hier, à cinq heures et demie, un concierge de la rue Tiquetonne, en rentrant chez lui, a heurté dans cette rue une poutre laissée sur la chaussée en face d'une maison de construction et dont aucune lanterne ne signalait la présence. Il est tombé si malheureusement qu'il est mort dans la nuit par suite des lésions internes qu'il s'était faites dans sa chute.

M. le docteur Legué a fait les constatations d'usage.

Nous ne saurions trop réclamer contre l'imprévoyance des entrepreneurs. Tout récemment encore, un ingénieur se tuait en tombant dans une fosse laissée ouverte, place de la Concorde. Il serait temps de sévir contre ces coupables négligences.

Un faux chèque. — Un coupé de grande remise s'arrêtait, avant-hier matin, devant les magasins de M. Chobert, architecte, 16, rue Lafayette, et un brillant officier anglais en descendant, pour entrer chez l'armurier.

Il disait être le capitaine Bailey et vouloir acheter un fusil.

Après avoir examiné plusieurs armes, il en choisit une de 300 francs, en payement de laquelle il offrit un chèque de 375 francs délivré par une maison de Londres.

M. Chobert, ne connaissant pas la valeur de ce papier, envoya, sur l'invitation de l'officier anglais, un de ses employés chez le changeur Grand-Hôtel, où on répondit que la signature était bien celle d'un homme de Londres, mais qu'il n'était pas dans les habitudes de cette maison de délivrer des chèques sur papier blanc.

M. Chobert, sur cette réponse, crut devoir refuser le chèque, qu'il remit à son propriétaire ; mais celui-ci, comme on va le voir ci-après, ne fut pas d'accord.

Le lendemain, à dix heures, un instant d'arrêt, après avoir vu le changeur, on se rendit à la maison de Londres, mais qu'il n'était pas dans les habitudes de cette maison de délivrer des chèques sur papier blanc.

M. Chobert, sur cette réponse, crut devoir refuser le chèque, qu'il remit à son propriétaire ; mais celui-ci, comme on va le voir ci-après, ne fut pas d'accord.

Le lendemain, à dix heures, un instant d'arrêt, après avoir vu le changeur, on se rendit à la maison de Londres, mais qu'il n'était pas dans les habitudes de cette maison de délivrer des chèques sur papier blanc.

M. Chobert, sur cette réponse, crut devoir refuser le chèque, qu'il remit à son propriétaire ; mais celui-ci, comme on va le voir ci-après, ne fut pas d'accord.

Le lendemain, à dix heures, un instant d'arrêt, après avoir vu le changeur, on se rendit à la maison de Londres, mais qu'il n'était pas dans les habitudes de cette maison de délivrer des chèques sur papier blanc.

M. Chobert, sur cette réponse, crut devoir refuser le chèque, qu'il remit à son propriétaire ; mais celui-ci, comme on va le voir ci-après, ne fut pas d'accord.

Le lendemain, à dix heures, un instant d'arrêt, après avoir vu le changeur, on se rendit à la maison de Londres, mais qu'il n'était pas dans les habitudes de cette maison de délivrer des chèques sur papier blanc.

M. Chobert, sur cette réponse, crut devoir refuser le chèque, qu'il remit à son propriétaire ; mais celui-ci, comme on va le voir ci-après, ne fut pas d'accord.

blessures. Sans but, fon de douleur et incontinence de ses actes, il était allé devant lui comme un taureau blessé, jusqu'au moment où, les forces l'abandonnant, il allait tomber sur le pavé, sans le secours qui lui était arrivé.

A la suite de cette déclaration le commissaire de police du quartier a ouvert une enquête. Malgré le peu d'indications fournies, ce magistrat est parvenu à retrouver les auteurs de ce drame.

Une cuisinière voleuse. — Deux passants cheminaient ensemble la nuit dernière, vers une heure du matin, boulevard de la Chapelle, regagnant paisiblement leur domicile tout en causant.

Vers le milieu du boulevard, ils firent la rencontre d'une femme âgée d'environ quarante ans, qui marchait en monologuant. Elle leur parut étreinte, et ils continuèrent leur chemin sans y faire plus d'attention, lorsque celle-ci s'approcha d'eux, se mit à les suivre, puis plongea résolument la main dans la poche de l'un d'eux pour le voler.

Il s'en suivit naturellement que les deux promeneurs la saisirent au collet et, pris de pitié, ils allaient tout de même la relâcher, lorsque deux gardiens de la paix étant survenus, ils ne purent faire autrement que de la remettre entre leurs mains.

La femme, conduite au poste, a été fouillée.

On a trouvé sur elle des couverts en argent, des instruments de cuisine, des torchons, du café, des fruits, un porte-cigares.

Elle déclara se nommer J... et être au service d'une dame S..., à Charenton, en qualité de cuisinière, expliquant de la sorte le fait inattendu d'une partie de sa cargaison.

Seulement, la dame S..., chez qui elle était employée en service la veille, l'avait mise à la porte le jour même.

En partant, elle avait volé ce qu'elle avait pu, les couverts en argent et le reste, plus quelques menus objets d'argent qui traînaient sur un meuble, et au moyen de laquelle elle avait fait chez les marchands de vin des stations prolongées avant de se faire prendre sur le boulevard d'une si étrange façon.

Cette femme a été envoyée au Dépôt.

En sortant de Mazas. — Un individu nommé A..., licencié en droit, ancien clerc d'avoué, avait été remis avant-hier en liberté après avoir purgé un temps de prison à Mazas, pour vol.

Aussitôt dehors, l'aspect du brouillard qui enveloppait Paris fit faire des réflexions subites à l'ancien clerc.

Il faisait froid et il avait pris la douce habitude d'être chauffé ; il avait faim et il allait avoir à s'occuper du moyen de prendre ses repas.

Il entra donc chez un marchand de vin, se fit servir à boire et à manger, puis, au règlement, fit mine de se jeter sur le débitant et de le rosser pour tout payement.

Des gardiens sont intervenus et A. a été conduit au poste, d'où il a été dirigé sur le dépôt avec la douce perspective pour lui d'être réintégré à Mazas.

Brûlée par le pétrole. — Une ménagère, nommée Guéranger, âgée de trente-quatre ans, demeurant place du marché Saint-Honoré, était descendue à sa cave avant-hier soir, vers cinq heures, avec une lampe à pétrole.

Dans l'escalier, son pied a glissé et elle est tombée. Sa lampe, qu'elle tenait à la main, s'est brisée et le liquide inflammable s'est répandu sur ses vêtements qui ont pris feu. La pauvre femme s'est mise à pousser des cris déchirants.

Deux gardiens de la paix, nommés Daval et Cindey, sont descendus et, à l'aide d'une couverture, ont réussi à étouffer les flammes qui enveloppaient la ménagère.

Celle-ci a reçu des brûlures graves, qui ont nécessité son transport d'urgence à l'hôpital de la Charité. Les deux gardiens ont été brûlés grièvement aux mains.

Vois aux étalages. — On arrêtait, avant-hier soir, vers quatre heures, dans un magasin de la rue Saint-Honoré, une jeune femme qui cachait dans un vaste cas une masse d'objets de prix qu'elle dérobait aux étalages.

Amené devant M. de la Londe, commissaire de police, elle a déclaré se nommer Pauline V..., femme Ch., mariée et séparée de son mari, et demeurant avec son oncle, M. Charles X..., boulevard Beaumarchais.

M. de la Londe se disposa à aller faire une perquisition au domicile indiqué.

Il était dix heures du soir lorsqu'il pénétra dans le logement du boulevard Beaumarchais.

C'est sa prisonnière qui, nantie d'une clef lui ouvrit la porte.

Le soi-disant oncle, jeune homme blond de vingt-cinq ans environ, était couché et dormait profondément ; son réveil fut pénible, car il ne se doutait pas que sa protégée fût une voleuse, ainsi que le lui prouvèrent plusieurs objets saisis chez elle et provenant de nombreux larcins.

Vol d'un colis. — Avant-hier, dans l'après-midi, un inspecteur du service de la sûreté ayant remarqué trois individus à allures suspectes, les fit et les vit aller rôder dans les rues où il y a des bureaux de messageries.

Us ont ainsi parcouru la rue des Lombards, la rue Sainte-Opportune, la rue Pastore, le boulevard de Sébastopol et la rue Saint-Martin.

Arrivés dans cette dernière, ils ont pris dans un camion chargé, qui stationnait devant le bureau de l'Union des Postes, un colis communi par le conducteur de l'Union des Postes, qui faisait vérifier ses feuilles à l'intérieur du bureau.

due du port de Honfleur s'est enfoncée dans les flots sur une longueur d'une soixantaine de mètres. Environ 5,000 mètres cubes de blocs ont disparu. La digue, dans le saillant de l'angle, est effondrée jusqu'au sommet de la riserme. Il ne reste plus que le chemin, et l'eau mine encore le sol.

Depuis lundi, on a plongé de grandes quantités de blocs dans le trou creusé par le courant à une profondeur d'au moins 10 mètres à marée basse. Des équipes d'ouvriers travaillent jour et nuit; des chalands apportent à chaque marée des chargements de cailloux qui sont jetés à la mer; mais le courant est tel que le terrain continue à glisser. Le banc qui forme le prolongement du bassin est rongé à pic, et la profondeur dans ces parages est telle que des navires de fort tonnage y flotteraient à mer basse.

M. Boreux, ingénieur en chef du Calvados, mandé en toute hâte, a prescrit d'enlever le sommet des perrés sur une certaine longueur afin d'utiliser les blocs que l'on transporte sur le théâtre de l'accident, et la plus grande hâte est apportée aux travaux afin d'éviter l'effondrement complet de la digue et les infiltrations qui pourraient se produire sur d'autres points non encore menacés.

Le bassin de retenue a été entièrement vidé pour diminuer la surcharge des digues. Les dégâts sont estimés pour le moment à environ 60,000 francs.

Cher. — Nous lisons dans le *Réveil Social* de Vierzon : « Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que MM. Merlin et Cie, constructeurs-mécaniciens, à Vierzon-Ville, viennent de remporter cinquante ouvriers. Ce renvoi aurait, paraît-il, été décidé à l'assemblée des actionnaires; malheureusement, les ouvriers ne pouvaient pas trouver de travail dans les autres ateliers de construction, qui ne sont pas dans un état plus florissant.

Il faudra pourtant que les femmes et les enfants mangent. La municipalité de Vierzon, qui vient de voter 250,000 francs, a la une occasion d'atténuer un peu la misère. Espérons qu'elle se mettra à la hauteur de la situation.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Pour avoir joué au loto!

On alloue-nous? grands dieux! Voilà maintenant le jeu de loto interdit comme jeu de hasard. On le hasard va-t-il se nichier? L'honnête jeu de loto, ce jeu de pères — que dis-je! — de mères de famille, vilipendé comme un simple baccarat, interdit comme une roulette facieuse, c'est à n'y pas croire!

Un moment nous avions pensé que le loto était absolument délaissé dans les cercles et dans les cafés. C'est que nous ne connaissions pas les cafés d'Orléans!

Il paraît qu'à Orléans on aime tellement le loto qu'il y a un commissaire de police chargé spécialement d'empêcher les gens de famille de dilapider leur patrimoine en cherchant la quine.

C'est comme je vous le dis. Figurez-vous que vous êtes au nombre de cinq ou de six, tranquillement installés au café, dans la salle de fond, comme de vieux habitués. Vous jouez le loto. C'est un jeu défendu, qui vous surécrite, qui vous démoralise, qui vous ruine, vous le savez, vous le sentez bien, mais enfin votre passion est là, et comme on ne raisonne pas avec une passion comme celle-là, vous jouez.

Et en changeant vos cartons vous vous livrez aux plaisanteries d'usage : Les deux calottes, les jambes à mon oncle, le chapeau du commissaire... Le commissaire! Un sourire sarcastique passe dans le yeux des joueurs. Parler de commissaire! C'est du cynisme! Ils dansent sur un volcan, ils le savent bien. Néanmoins ils trouvent le courage de rire :

— Au même moment la porte s'ouvre.

— V'là la police!

— C'est une plaisanterie!

— Une plaisanterie! Ah! comme on voit que vous ne connaissez pas le commissaire de police d'Orléans. Ah ça! est-ce que vous croyez que ce commissaire, chargé spécialement d'empêcher les gens de jouer au loto, va plaisanter avec une pareille mission? Mais c'est très sérieux! Demandez plutôt à M. de Navailles. Il jouait au loto, le malheureux! (Nous espérons bien que sa famille va le faire interdire celui-là.)

Le commissaire fait son apparition.

Il y a saisi des cartons, saisi des numéros, saisi du petit sac qui les contient,

procès-verbal contre le propriétaire du café et contre les joueurs.

Voilà M. de Navailles qui a le mauvais goût de trouver cela ridicule. M. de Navailles, qui est un abominable réactionnaire, pensait que les Français avaient encore la liberté du loto. Ah! il ne manquait plus que ça!

Il eût des mots avec le commissaire qui l'envoya devant le tribunal.

Il y a des juges à Orléans (Ah! je vous en réponds!)

— Savez-vous à quel ils ont condamné M. de Navailles?

— A cinq francs d'amende?

— A huit jours de prison! — et encore parce qu'il avait de bons antécédents.

L'affaire Duchesne

On se rappelle que le procès intenté à M. Duchesne, le dentiste connu, à la suite de la mort de M. Lejeune, avait été remis, afin que le procureur de la République eût le temps de prendre connaissance du dossier. Cette affaire est revenue aujourd'hui devant la huitième chambre du tribunal correctionnel de la Seine.

Le procureur de la République a prononcé son réquisitoire, et M. Comby, avocat de M. Duchesne, a plaidé pour le prévenu. Le jugement a été renvoyé à huitaine.

Vol à l'épicerie Potin

Les nommés Menu, Deleur, Prick, Raduel, Cholon, fille Gallard et fille Prick, les deux derniers employés dans l'épicerie Potin, ont comparu devant la 10^e chambre, présidée par M. Labor, sous inculpation de vol et de complicité, par recel.

Ils ont été condamnés, Menu, Deleur et Prick, chacun à un an de prison; Raduel à quatre mois, et la fille Prick à trois mois de la même peine; Cholon et la fille Gallard ont été acquittés.

M. Cuneo d'Ornano et le maire de Ruffec

On sait que M. Cuneo d'Ornano, l'honorable député de la Charente, était poursuivi par le parquet de Ruffec, sous la prévention de menaces envers M. Roudy, maire de Ruffec.

L'avocat de M. Cuneo d'Ornano, qui comparait hier devant le tribunal, a demandé l'annulation de la citation, qui a été prononcée pour vices de formes.

Voleur par amour

Comme dans la *Péripétie* ils n'avaient pas de quoi se marier.

Lui du moins, car la famille de sa future lui avait charitablement laissé le soin de faire les frais de la nocce.

Alors Masson — car il s'appelle Masson — pensa de s'enrichir par les voies rapides; il vola une centaine de francs, mais avec une maladresse déplorable.

Jamais on n'avait vu un malfaiteur aussi primitif. Les preuves abondaient de toutes parts. Empreintes de pas, emploi du temps, mille autres pièces volées, toute la lyre!

Mis en présence de sa fiancée le pauvre Masson n'a pu y tenir. Il a pris un couteau et s'est frappé deux fois en pleine poitrine.

Il est revenu.

Et la cour d'assises de la Charente-Inférieure, considérant probablement que l'amour — surtout le légitime — est une circonstance très atténuante, l'a acquitté.

Démographie ou Statistique

DES NAISSANCES ET DÉCÈS DE LA VILLE DE PARIS, DU DIMANCHE 1^{er} AU SAMEDI 7 NOVEMBRE.

Le nombre des naissances a été, pendant la 45^e semaine de l'année de 1150, dont 607 du sexe masculin et 552 du sexe féminin.

Le chiffre des décès s'est élevé de 883 à 921. Cette aggravation ne doit pas être inquiétante, car, malgré ce chiffre, qui, tel qu'il est, est assez faible pour la saison, l'état sanitaire ne donne lieu à aucune remarque défavorable.

La fièvre typhoïde a continué à s'atténuer : 27 décès au lieu de 37. Dix décès dus à cette maladie ont eu lieu dans deux arrondissements du centre (4^e et 5^e), tandis que les quartiers de la périphérie sont restés à peu près indemnes.

La petite vérole a fourni 3 décès au lieu de 4.

La rougeole : 26 au lieu de 23;

La scarlatine : 1 au lieu de 5;

La coqueluche : 6 au lieu de 3;

Le croup : 36 au lieu de 25; ce sont les 18^e et 20^e arrondissements qui ont été particulièrement frappés;

La grippe : 26 au lieu de 30;

La scarlatine : 1 au lieu de 5;

La coqueluche : 6 au lieu de 3;

Le croup : 36 au lieu de 25; ce sont les 18^e et 20^e arrondissements qui ont été particulièrement frappés;

La grippe : 26 au lieu de 30;

La scarlatine : 1 au lieu de 5;

La coqueluche : 6 au lieu de 3;

Le croup : 36 au lieu de 25; ce sont les 18^e et 20^e arrondissements qui ont été particulièrement frappés;

La grippe : 26 au lieu de 30;

La scarlatine : 1 au lieu de 5;

La coqueluche : 6 au lieu de 3;

Le croup : 36 au lieu de 25; ce sont les 18^e et 20^e arrondissements qui ont été particulièrement frappés;

La grippe : 26 au lieu de 30;

La scarlatine : 1 au lieu de 5;

La coqueluche : 6 au lieu de 3;

Le croup : 36 au lieu de 25; ce sont les 18^e et 20^e arrondissements qui ont été particulièrement frappés;

La grippe : 26 au lieu de 30;

La scarlatine : 1 au lieu de 5;

La coqueluche : 6 au lieu de 3;

Le croup : 36 au lieu de 25; ce sont les 18^e et 20^e arrondissements qui ont été particulièrement frappés;

La grippe : 26 au lieu de 30;

La scarlatine : 1 au lieu de 5;

La coqueluche : 6 au lieu de 3;

Le croup : 36 au lieu de 25; ce sont les 18^e et 20^e arrondissements qui ont été particulièrement frappés;

La grippe : 26 au lieu de 30;

La scarlatine : 1 au lieu de 5;

La coqueluche : 6 au lieu de 3;

Le croup : 36 au lieu de 25; ce sont les 18^e et 20^e arrondissements qui ont été particulièrement frappés;

La grippe : 26 au lieu de 30;

La scarlatine : 1 au lieu de 5;

La coqueluche : 6 au lieu de 3;

Le croup : 36 au lieu de 25; ce sont les 18^e et 20^e arrondissements qui ont été particulièrement frappés;

La grippe : 26 au lieu de 30;

La scarlatine : 1 au lieu de 5;

La coqueluche : 6 au lieu de 3;

Le croup : 36 au lieu de 25; ce sont les 18^e et 20^e arrondissements qui ont été particulièrement frappés;

La grippe : 26 au lieu de 30;

La scarlatine : 1 au lieu de 5;

La coqueluche : 6 au lieu de 3;

La méningite : 36 au lieu de 30;

La pleurésie pulmonaire : 185 au lieu de 180;

La bronchite aiguë : 14 au lieu de 15;

La diarrhée : 71 au lieu de 42;

La diarrhée infantile : 45 au lieu de 41, conserve la rareté qu'elle a d'ordinaire pendant l'hiver.

REVUE FINANCIERE

La brusque déclaration de guerre de la Serbie à la Bulgarie, qui vient de jeter si inopinément le désarroi sur tous les marchés financiers de l'Europe, le notre compris, n'est venue que trop tôt justifier les conseils de modération que, comme nous l'avons déjà rappelé dans notre Bulletin d'hier, nous n'avons pas cessé de donner aux acheteurs depuis que les cours de toutes les valeurs, sauf quelques titres de premier ordre, nous avaient paru avoir atteint un niveau suffisamment élevé en présence des légitimes préoccupations occasionnées par l'état des choses tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

En ce qui concerne spécialement les questions internationales, il était certain que l'ouverture à Constantinople de la Conférence destinée à terminer l'incident bulgare était un symptôme de bon augure au point de vue du règlement de cet incident.

Toutefois, ainsi que l'événement vient malheureusement de le prouver, il eût été sage de ne pas pousser si rapidement la hausse avant que les travaux de la Conférence eussent été assez avancés pour pouvoir faire considérer comme à peu près certaine une solution pacifique du différend dont la presqu'île des Balkans est le théâtre.

C'est précisément, en effet, au moment où l'on avait fait attendre aux diverses valeurs, et notamment à nos Rentes, les cours les plus élevés qu'ont eus depuis assez longtemps, qu'on a appris l'ouverture des hostilités entre les Serbes et les Bulgares, nouvelle dont on a vu le résultat désastreux pour la tenue de notre Bourse.

Or, il nous sera bien permis de rappeler à ce propos que c'est justement sur la possibilité d'un incident comme celui qui vient de se produire que nous basions les recommandations de modération et de prudence que nous adressions à nos lecteurs.

Ces recommandations trouvaient encore une autre raison d'être dans notre situation intérieure non moins troublée, on en conviendra, au point de vue politique qu'au point de vue financier.

N'étant pas tombé, on le voit dans l'exagération d'optimisme, dont témoignait la tenue de notre Bourse avant-hier encore, nous sommes d'autant plus à notre aise pour dire que la baisse qui a frappé toutes les valeurs dans la journée d'hier est, à son tour, exagérée.

Tout en reconnaissant, en effet, que la déclaration de guerre de la Serbie aggrave incontestablement la situation, il ne faut pas perdre de vue que les grandes puissances sont en ce moment fortement intéressées à ne pas risquer d'allumer une conflagration européenne. Ce point pouvant être considéré, il nous semble, comme indiscutable, on peut avoir le plus sérieux espoir, pour ne pas dire la certitude qu'elles sauront trouver le moyen de calmer l'ardeur impetive de deux petits Etats turbulents.

Cette hypothèse est assurément la plus vraisemblable en ce moment; nous avons donc tout lieu de penser que la faiblesse de la journée d'hier ne s'aggravera pas, et qu'on verra même se produire une certaine reprise sur les bas cours où l'on s'était laissé entraîner.

Mais pour que, à moins d'incidents nouveaux, la reprise que nous prévoyons soit durable, il est de toute nécessité qu'elle s'effectue avec modération, car, sans cela, on exposerait notre marché financier à de nouvelles perturbations.

Fonds d'Etat français et étrangers

Dans la journée de vendredi, nos Rentes avaient atteint respectivement les prix de 80 15, 81 80 et 108 25, et nous laissons en clôture le 3 0/0 à 79 55, l'Amortissable à 81 25 et le 4 1/2 0/0 à

107 80. Ces cours, fort inférieurs, on le voit, à ceux de la veille, sont à 5 centimes près les mêmes que ceux du samedi précédent.

Toute l'avance gagnée pendant la semaine se trouve donc perdue. La réaction eût certainement été moins considérable si, conformément à nos recommandations, le mouvement de hausse avait été conduit avec plus de modération. C'est une leçon dont les acheteurs feront bien de profiter.

Le 5 0/0 italien, qui s'était élevé à 96 35, a fléchi de 1 fr. sur ce prix et reste à 95 35 en baisse de 70 cent. d'une semaine à l'autre. C'est là une dépréciation incontestablement exagérée et qui ne s'explique que par le contre-coup de celle qui a frappé nos Rentes. Mais la situation de l'Italie au point de vue financier et économique, ainsi que nous l'exposions récemment encore, est assez satisfaisante pour que l'on puisse recommander comme un placement des plus avantageux l'achat du 5 0/0 italien au cours actuel, alors surtout que six semaines seulement nous séparent du détachement de son coupon semestriel.

Le Florin autrichien (or), après avoir fait 87 1/2, est revenu fermer à 88 fr.; le 4 0/0 hongrois, offert un instant à 79 fr., est remonté en clôture à 80 fr.; enfin le 5 0/0 russe 877 est à 100 1/4, son cours du samedi précédent. Dans les circonstances actuelles toutes ces valeurs nous paraissent quelque peu chères.

L'Extérieure espagnole à 56 3/4 conserve la hausse acquise depuis huit jours.

Le 4 0/0 turc a été entraîné et reste à 13 60; on conçoit qu'il ait été affecté par les nouvelles de Bulgarie.

La Dette unifiée d'Egypte ne s'est que peu ressentie de la faiblesse générale; son dernier cours, 316 25, est celui du samedi précédent.

Institutions de crédit

De 4,725, la Banque de France est remontée à 4,775; c'est sans doute la légère augmentation survenue depuis deux ou trois semaines dans le chiffre de ses bénéfices qui occasionne ce raffermissement, mais l'infirmité notable des bénéfices du deuxième semestre 1885 sur ceux de la période correspondante de 1884 ne permettra vraisemblablement pas à ce raffermissement d'aller beaucoup plus loin.

Le Crédit foncier, qui avait dépassé le cours de 1300, fermé à 1297 50; mais, une fois que l'émotion qui règne sur le marché sera passée, il reprendra sa marche en avant, car sa situation continue à être des plus prospères, comme le prouve le développement continu de ses opérations de prêts.

Les obligations foncières et communales à lots ont un marché très large. Celles des emprunts 1879, 1880 et 1885, qui participent à un tirage tous les deux mois, ne sont pas encore à leur prix; elles ne peuvent que monter. L'obligation sans lots de l'emprunt 1883 tend à niveler ses cours avec ceux de nos grandes Compagnies de chemins de fer.

La Banque d'escompte se tient très fermement aux environs de 450 fr. Autrement, les capitalistes recherchent les actions des Sociétés de crédit qui font l'objet de la Banque d'escompte, quand elles sont au-dessous du pair, les actions des Sociétés sagement dirigées. Nous conseillons, à ce titre, l'achat des actions de la Banque d'escompte, qui atteindront vraisemblablement le pair avant peu de temps, en raison des fructueux résultats que promettent les affaires auxquelles participe ou doit participer prochainement cette institution de crédit.

La Société générale demeure invariable à 450. La Banque de Paris a fait 600 fr. et, malgré la faiblesse d'hier, reste à 595, en avance de 10 fr. d'une semaine à l'autre.

La Société des Immeubles de France tiendra une assemblée générale extraordinaire le 28 courant. Les actionnaires auront à voter la réduction du capital à 15 millions et la libération complète des actions sans versement nouveau. Ce fait, rapproché des résultats bénéficiaires de l'exercice 1885, est de nature à relever d'une manière sensible les cours des actions de cette Société financière.

107 80. Ces cours, fort inférieurs, on le voit, à ceux de la veille, sont à 5 centimes près les mêmes que ceux du samedi précédent.

Toute l'avance gagnée pendant la semaine se trouve donc perdue. La réaction eût certainement été moins considérable si, conformément à nos recommandations, le mouvement de hausse avait été conduit avec plus de modération. C'est une leçon dont les acheteurs feront bien de profiter.

Le 5 0/0 italien, qui s'était élevé à 96 35, a fléchi de 1 fr. sur ce prix et reste à 95 35 en baisse de 70 cent. d'une semaine à l'autre. C'est là une dépréciation incontestablement exagérée et qui ne s'explique que par le contre-coup de celle qui a frappé nos Rentes. Mais la situation de l'Italie au point de vue financier et économique, ainsi que nous l'exposions récemment encore, est assez satisfaisante pour que l'on puisse recommander comme un placement des plus avantageux l'achat du 5 0/0 italien au cours actuel, alors surtout que six semaines seulement nous séparent du détachement de son coupon semestriel.

Le Florin autrichien (or), après avoir fait 87 1/2, est revenu fermer à 88 fr.; le 4 0/0 hongrois, offert un instant à 79 fr., est remonté en clôture à 80 fr.; enfin le 5 0/0 russe 877 est à 100 1/4, son cours du samedi précédent. Dans les circonstances actuelles toutes ces valeurs nous paraissent quelque peu chères.

L'Extérieure espagnole à 56 3/4 conserve la hausse acquise depuis huit jours.

Le 4 0/0 turc a été entraîné et reste à 13 60; on conçoit qu'il ait été affecté par les nouvelles de Bulgarie.

La Dette unifiée d'Egypte ne s'est que peu ressentie de la faiblesse générale; son dernier cours, 316 25, est celui du samedi précédent.

Institutions de crédit

De 4,725, la Banque de France est remontée à 4,775; c'est sans doute la légère augmentation survenue depuis deux ou trois semaines dans le chiffre de ses bénéfices qui occasionne ce raffermissement, mais l'infirmité notable des bénéfices du deuxième semestre 1885 sur ceux de la période correspondante de 1884 ne permettra vraisemblablement pas à ce raffermissement d'aller beaucoup plus loin.

Le Crédit foncier, qui avait dépassé le cours de 1300, fermé à 1297 50; mais, une fois que l'émotion qui règne sur le marché sera passée, il reprendra sa marche en avant, car sa situation continue à être des plus prospères, comme le prouve le développement continu de ses opérations de prêts.

Les obligations foncières et communales à lots ont un marché très large. Celles des emprunts 1879, 1880 et 1885, qui participent à un tirage tous les deux mois, ne sont pas encore à leur prix; elles ne peuvent que monter. L'obligation sans lots de l'emprunt 1883 tend à niveler ses cours avec ceux de nos grandes Compagnies de chemins de fer.

La Banque d'escompte se tient très fermement aux environs de 450 fr. Autrement, les capitalistes recherchent les actions des Sociétés de crédit qui font l'objet de la Banque d'escompte, quand elles sont au-dessous du pair, les actions des Sociétés sagement dirigées. Nous conseillons, à ce titre, l'achat des actions de la Banque d'escompte, qui atteindront vraisemblablement le pair avant peu de temps, en raison des fructueux résultats que promettent les affaires auxquelles participe ou doit participer prochainement cette institution de crédit.

La Société générale demeure invariable à 450. La Banque de Paris a fait 600 fr. et, malgré la faiblesse d'hier, reste à 595, en avance de 10 fr. d'une semaine à l'autre.

La Société des Immeubles de France tiendra une assemblée générale extraordinaire le 28 courant. Les actionnaires auront à voter la réduction du capital à 15 millions et la libération complète des actions sans versement nouveau. Ce fait, rapproché des résultats bénéficiaires de l'exercice 1885, est de nature à relever d'une manière sensible les cours des actions de cette Société financière.

Le Crédit foncier, qui avait dépassé le cours de 1300, fermé à 1297 50; mais, une fois que l'émotion qui règne sur le marché sera passée, il reprendra sa marche en avant, car sa situation continue à être des plus prospères, comme le prouve le développement continu de ses opérations de prêts.

Les obligations foncières et communales à lots ont un marché très large. Celles des emprunts 1879, 1880 et 1885, qui participent à un tirage tous les deux mois, ne sont pas encore à leur prix; elles ne peuvent que monter. L'obligation sans lots de l'emprunt 1883 tend à niveler ses cours avec ceux de nos grandes Compagnies de chemins de fer.

La Banque d'escompte se tient très fermement aux environs de 450 fr. Autrement, les capitalistes recherchent les actions des Sociétés de crédit qui font l'objet de la Banque d'escompte, quand elles sont au-dessous du pair, les actions des Sociétés sagement dirigées. Nous conseillons, à ce titre, l'achat des actions de la Banque d'escompte, qui atteindront vraisemblablement le pair avant peu de temps, en raison des fructueux résultats que promettent les affaires auxquelles participe ou doit participer prochainement cette institution de crédit.

La Société générale demeure invariable à 450. La Banque de Paris a fait 600 fr. et, malgré la faiblesse d'hier, reste à 595, en avance de 10 fr. d'une semaine à l'autre.

La Société des Immeubles de France tiendra une assemblée générale extraordinaire le 28 courant. Les actionnaires auront à voter la réduction du capital à 15 millions et la libération complète des actions sans versement nouveau. Ce fait, rapproché des résultats bénéficiaires de l'exercice 1885, est de nature à relever d'une manière sensible les cours des actions de cette Société financière.

Le Crédit foncier, qui avait dépassé le cours de 1300, fermé à 1297 50; mais, une fois que l'émotion qui règne sur le marché sera passée, il reprendra sa marche en avant, car sa situation continue à être des plus prospères, comme le prouve le développement continu de ses opérations de prêts.

Les obligations foncières et communales à lots ont un marché très large. Celles des emprunts 1879, 1880 et 1885, qui participent à un tirage tous les deux mois, ne sont pas encore à leur prix; elles ne peuvent que monter. L'obligation sans lots de l'emprunt 1883 tend à niveler ses cours avec ceux de nos grandes Compagnies de chemins de fer.

La Banque d'escompte se tient très fermement aux environs de 450 fr. Autrement, les capitalistes recherchent les actions des Sociétés de crédit qui font l'objet de la Banque d'escompte, quand elles sont au-dessous du pair, les actions des Sociétés sagement dirigées. Nous conseillons, à ce titre, l'achat des actions de la Banque d'escompte, qui atteindront vraisemblablement le pair avant peu de temps, en raison des fructueux résultats que promettent les affaires auxquelles participe ou doit participer prochainement cette institution de crédit.

La Société générale demeure invariable à 450. La Banque de Paris a fait 600 fr. et, malgré la faiblesse d'hier, reste à 595, en avance de 10 fr. d'une semaine à l'autre.

La Société des Immeubles de France tiendra une assemblée générale extraordinaire le 28 courant. Les actionnaires auront à voter la réduction du capital à 15 millions et la libération complète des actions sans versement nouveau. Ce fait, rapproché des résultats bénéficiaires de l'exercice 1885, est de nature à relever d'une manière sensible les cours des actions de cette Société financière.

Le Crédit foncier, qui avait dépassé le cours de 1300, fermé à 1297 50; mais,

GAZETTE THÉÂTRALE

Voici l'ordre des spectacles de cette semaine dans les deux grands théâtres lyriques :

A l'Opéra, lundi, *Sigurd*; mercredi, la *Juive*; vendredi, *Rigoletto* et *Coppélia*; samedi, les *Huguenots*;

A l'Opéra-Comique, lundi, *Carmen*; mardi, jeudi et samedi, *L'Étoile du Nord*; mercredi et vendredi, *Une nuit de Cléopâtre*.

La liste des premières de la semaine prochaine se trouve allongée de deux solennités. Nous aurons donc, cette semaine :

Demain lundi, aux Variétés, les *Politis de Paris*;

Mardi, aux Folies, la *Rauvette du Temple*;

Jeudi, aux Nations, *Notre-Dame de Paris*;

Samedi, à l'Odéon, les *Jacobites*.

La semaine suivante commencera par quatre premières représentations en trois jours :

Lundi 23, aux Menus-Plaisirs, *L'Homme de paille*;

Mardi 24, au Théâtre-Français, *L'Épître et Socrate et sa femme*;

Mercredi 25, aux Bouffes, la *Bearnaise*. Vous pouvez compter dès maintenant sur l'exactitude de ces dates.

Le second début de M. Laugier au Théâtre-Français aura lieu dans *L'Épître*, où il fera l'emploi dans les plus petits rôles, c'est-à-dire avec MM. Delaunay, Coquelin, Worms, Mmes Reichemberg, Barretta, Samary ou Granger.

A l'Odéon :

Lundi, soirée populaire : *Horace*, les *Ménachmes*;

Mardi, mercredi, jeudi, irrévocablement les trois dernières représentations de *L'Arlesienne*;

Vendredi, relâche pour répétition générale;

Samedi, première représentation des *Jacobites*.

L'incident de l'interdiction de *Germinal* est loin d'être clos. Il va avoir un épilogue parlementaire.

Très prochainement, probablement même dans les premiers jours de la semaine prochaine, M. Laguerre doit demander à interpellier le gouvernement sur les agissements de la Censure en général, et sur l'interdiction de *Germinal*, en particulier.

Le député de Valenciennes a déjà eu à ce sujet plusieurs entretiens avec M. Zola, qui lui a remis tout son dossier.

Ainsi qu'elle le fait chaque année, l'Association des artistes musiciens se propose de célébrer dignement la fête de sainte Cécile, patronne de la corporation. Le 24 novembre, à onze heures, l'Association fera exécuter en l'honneur de la sainte, dans l'église Saint-Eustache, une messe solennelle de M. Ad. Desandres. A l'offertoire, M. Sivori exécutera un *Adagio religioso* de sa composition. La cérémonie se terminera par le *Laudate* de M. Ch. Lenepveu. L'orchestre et les chœurs seront dirigés par M. Ernest Altès; le grand orgue sera tenu par M. H. Dailley, organiste de Saint-Eustache; l'orgue d'accompagnement par M. Blondel.

Le nommé Joseph Monnier, gazier à l'Opéra, descendait hier, vers minuit et demi, dans les dessous, pour fermer le robinet de la colonne de gaz qui alimente la rampe de la façade. D'un mouvement involontaire, il fit tomber le boisseau de fermeture tout simplement par une bride, et le gaz, s'échappant en abondance par cette ouverture, prit feu à la lanterne que portait Monnier.

Malgré ses efforts, il ne put parvenir à arrêter la fuite et dut prévenir les pompiers du poste de l'Opéra, qui accoururent en toute hâte et parvinrent, après un quart d'heure de travail, à éteindre ce commencement d'incendie.

La colonne, qui est en plomb, a été fondue dans toute sa longueur.

La maison dans laquelle naquit, à Dublin, Guillaume Balfe, l'un des musiciens les plus populaires de l'Angleterre contemporaine, est située dans Pitt street, et est aujourd'hui la propriété d'un artiste de l'orchestre du Gaity Theatre, M. Logan (un musicien d'orchestre qui se met bien, par parenthèse). M. Logan fut longtemps sans savoir que Balfe avait vu le jour dans sa maison; des qu'il l'apprit, il fut saisi d'enthousiasme et fit faire à ses frais une plaque commémorative en marbre avec inscription *ad hoc*, dont il fit solennellement l'inauguration.

Un grand nombre d'habitants de Dublin vint assister à cette cérémonie, et M. Logan reçut à ce sujet une lettre émue de la veuve du célèbre compositeur.

A ce propos, on annonce que la reine d'Angleterre vient d'accorder une pension à Mme veuve Balfe, en mémoire des services rendus à l'art par son mari. C'est la troisième fois depuis quelque années que cette nouvelle est mise

en circulation, et S. M. la gracieuse souveraine du Royaume-Uni n'est pas coutumière d'une telle prodigalité.

G. DORANTE.

BIBLIOGRAPHIE

Un savant historien, M. le prince Ourousov, vient de faire paraître chez l'éditeur Leroux, à Paris, un ouvrage aussi sérieux qu'intéressant. Le titre seul édifiera le public sur la valeur de ce livre : *Résumé historique des principaux traités de paix conclus entre les puissances européennes, depuis la paix de Westphalie (1648) jusqu'au traité de Berlin (1878)*.

Tous ceux, qui s'opposent de la politique internationale, tiennent à posséder ce livre, qui leur épargnera bien des recherches et qui leur fera, par conséquent, gagner beaucoup de temps.

Aussi, n'est-il pas surprenant que le volume obtienne, en ce moment, beaucoup de succès et qu'il s'en vende un grand nombre d'exemplaires.

Le magistral ouvrage de M. Rothan : *L'Allemagne et l'Italie, 1870-1881*, n'avait encore été publié que dans le format in-8. Une édition nouvelle, dans le format in-16, assure à ces deux volumes, d'un enseignement patriotique, une diffusion que l'on ne saurait trop désirer. L'événement récent qui a si vivement appelé l'attention publique sur l'éminent historien, leur a d'ailleurs donné, en quelque sorte, une consécration nouvelle. — Calmann-Lévy, éditeur.

MM. Letouzey et Ané, éditeurs, 51, rue Bonaparte, viennent de faire paraître le premier volume de l'ouvrage de M. Léo Taxil contre la franc-maçonnerie : *les Frères Trois-Points*.

Cet ouvrage est le premier d'une série de *Révélation complètes*. L'auteur, familiarisé avec les mystères de ce pouvoir occulte, est plus compétent que tout autre pour en dévoiler les secrets et en expliquer le sens à la fois allégorique et historique. L'auteur, l'âme pleine d'un ardent amour chrétien, M. Léo Taxil saisit le marteau, et comme, Polyte, brise les idoles.

Théo-Critt, l'infatigable écrivain à qui nous devons déjà tant de livres militaires si goûtés du public, vient d'ajouter à sa collection une œuvre nouvelle, qui en est, pour ainsi dire, la synthèse et le couronnement; le titre en dit plus qu'une longue analyse l'auteur a nommé son livre le *Journal d'un officier malgré lui*.

Voilà pourquoi nous voyons défiler sous nos yeux les évaliers de Saumur et du Prytanée militaire, les officiers de cuirassiers et de chasseurs, et surtout les escadrons de remonte, que l'auteur connaît à fond et contre lesquels il décoche, de sa plume redoublée, des traits toujours spirituels et quelquefois méchants.

Paul Ollendorff, qui édite le *Journal d'un officier malgré lui*, peut compter sur un bon succès de librairie, comme autrefois pour *Nos Farces à Saumur* et la *Colonelle Duranton*.

Sous ce titre : *Le Parfum de la Femme*, le docteur Galopin vient de publier chez Dentu un volume des plus curieux.

Les *Poésies de Catulle Mendès*, augmentées de soixante-douze poèmes inédits, paraissent chez l'éditeur Paul Ollendorff.

Elles forment sept volumes : I. Philomèle. — II. Pantélie, Sérénades, Pagode. — III. Soirs moroses. — IV. Intermèdes. — V. Hesperus. — VI. Contes épiques. — VII. Le Soleil éblouissant.

La nouvelle édition des *Poésies de Catulle Mendès* est aujourd'hui complétée par la publication de Philomèle et de Pantélie, Sérénades, Pagode.

Prix de chaque volume : Un franc.

On a dit avec esprit et raison que la question d'Orient était une question d'Occident. Nous avons donc un intérêt direct, au moment surtout où l'on peut redouter un choc qui risquerait d'ébranler l'Europe entière, à nous renseigner exactement sur les causes et les conséquences probables des événements actuels. Aucun ouvrage n'est de nature à en donner une idée plus claire, plus juste et plus complète que le beau livre de M. Gabriel Charmaux sur *L'avenir de la Turquie*. — M. Calmann Lévy, éditeur.

Il est impossible de pousser plus loin le goût du pittoresque et l'art vivant que ne l'a fait M. Justin Bellanger dans son nouveau livre de poésie : *Trilles et vocalises*. Comment ne féliciterait-on la maison Lemerre d'avoir édité cette œuvre si originale, qui fait le plus grand honneur au poète, et à laquelle certainement s'intéresseront tous les lettrés délicats, tous les artistes épris de la beauté et de la vie.

A Travers la Vie, tel est le titre du volume de poésies que M. le général Pittié vient de publier dans la maison Lemerre. Rien de plus personnel, de plus vivant, de plus parfait que ces vers dans lesquels le poète s'est mis tout entier avec ses puissantes énergies et ses mâles aspirations. Le public lettré fait le plus enthousiaste accueil à ces pages qui comptent certainement parmi les plus belles que le patriotisme et les grandes choses aient inspirées à un artiste contemporain.

La Caisse est ouverte de 10 à 4 heures.

Industrie et Commerce

BOUGIE DE L'ÉTOILE Exigence mot B.O. sur chaque bougie. DEPOT : 10, rue de la Chaussée-d'Antin.

Pharmacie et Médecine *Guérison* Malade, secret, consult. 7 (midi à 9 h. du soir). D. CHANDEL, 25 ans de pratique, 55, rue de Valenciennes, Paris.

AGENCE D'INDUSTRIE

On dem. capitalistes av. 2.000.000 f. garantis par hypothèque. ÉTABLISSEMENT BAINS

en Suisse en exploit. ad. s'adresser à l'agence.

AGENCE D'INDUSTRIE, 82, rue d'Hauteville.

On dem. capitalistes av. 2.000.000 f. garantis par hypothèque. ÉTABLISSEMENT BAINS

en Suisse en exploit. ad. s'adresser à l'agence.

AGENCE D'INDUSTRIE, 82, rue d'Hauteville.

On dem. capitalistes av. 2.000.000 f. garantis par hypothèque. ÉTABLISSEMENT BAINS

en Suisse en exploit. ad. s'adresser à l'agence.

AGENCE D'INDUSTRIE, 82, rue d'Hauteville.

On dem. capitalistes av. 2.000.000 f. garantis par hypothèque. ÉTABLISSEMENT BAINS

en Suisse en exploit. ad. s'adresser à l'agence.

AGENCE D'INDUSTRIE, 82, rue d'Hauteville.

LA PATRIE OFFRE EN PRIMES GRATUITES

A TOUS SES ABONNÉS :

L'UNIVERS ILLUSTRÉ

Frais d'expédition : PARIS, un an, 10 fr. 50, six mois, 5 fr. 25; trois mois, 2 fr. 75. — DÉPARTEMENTS, un an, 13 fr.; six mois, 6 fr. 50; trois mois, 3 fr. 25.

LES Soirées de la Baronne

PAR E. GUYON

Avant-propos de GEORGES OHNET

Un volume grand in-18, couverture illustrée par JAPHET. Frais d'expédition : 50 c.

A tous ses abonnés d'un an :

LES BEAUX-ARTS ILLUSTRÉS

Etudes et articles divers sur les Beaux-Arts et les Artistes.

Un très beau volume in-folio, richement relié, comprenant plus de 200 gravures. Peinture, Sculpture, Architecture, etc. Frais d'expédition : 5 francs.

LES MÉMOIRES COMPLETS & AUTHENTIQUES

DU

DUC DE SAINT-SIMON

(LIBRAIRIE HACHETTE, 13 volumes).

Frais d'expédition : 4 francs.

LES OEUVRES

DE

FRANÇOIS COPPÉE

5 volumes (Librairie Lemerre).

Frais d'expédition : 3 francs.

HUIT VOLUMES

de la Librairie CALMANN LÉVY

Frais d'expédition : 30 centimes par volume.

UN JOLI ENCRIER

FAIENCE ARTISTIQUE

représentant une feuille de papier coupé, avec inscription reproduisant le titre et la manchette du journal la Patrie.

Frais d'expédition : 3 francs.

QUATRE VOLUMES

de la Librairie Calmann-Lévy.

Frais d'expédition : 30 centimes par volume.

DEUX VOLUMES

de la Librairie Calmann Lévy

Frais d'expédition : 30 centimes par volume.

BULLETIN COMMERCIAL

COTE OFFICIELLE du 14 NOVEMBRE

(Cinq heures du soir)

FRAIS

Mont-Marchés (150 kilos) 47 25 à ..

colza sous fût 59 75 à ..

— dégaïolée 61 75 à ..

— en tonnes 61 75 à ..

épuration en tonnes 69 75 à ..

FRAIS

Mont-Marchés (150 kilos) 47 25 à ..

colza sous fût 59 75 à ..

— dégaïolée 61 75 à ..

— en tonnes 61 75 à ..

épuration en tonnes 69 75 à ..

FRAIS

Mont-Marchés (150 kilos) 47 25 à ..

colza sous fût 59 75 à ..

— dégaïolée 61 75 à ..

— en tonnes 61 75 à ..

épuration en tonnes 69 75 à ..

FRAIS

Mont-Marchés (150 kilos) 47 25 à ..

colza sous fût 59 75 à ..

— dégaïolée 61 75 à ..

— en tonnes 61 75 à ..

épuration en tonnes 69 75 à ..

FRAIS

Mont-Marchés (150 kilos) 47 25 à ..

colza sous fût 59 75 à ..

— dégaïolée 61 75 à ..

— en tonnes 61 75 à ..

épuration en tonnes 69 75 à ..

FRAIS

Mont-Marchés (150 kilos) 47 25 à ..

colza sous fût 59 75 à ..

— dégaïolée 61 75 à ..

— en tonnes 61 75 à ..

épuration en tonnes 69 75 à ..

FRAIS

Mont-Marchés (150 kilos) 47 25 à ..

colza sous fût 59 75 à ..

— dégaïolée 61 75 à ..

— en tonnes 61 75 à ..

épuration en tonnes 69 75 à ..

FRAIS

Mont-Marchés (150 kilos) 47 25 à ..

colza sous fût 59 75 à ..

— dégaïolée 61 75 à ..

— en tonnes 61 75 à ..

épuration en tonnes 69 75 à ..

Lin disponible en ôts.	58	à	..
— an tonnes.	60	à	..
Frais, hors Paris.	61	à	..
Bouffes Plata.	65	à	..
Suifs en branches.	45	à	..
90 degrés l'hectolitre (nouveaux).	46	à	..
Brut, les 88 degrés.	39	50	à
les 90 degrés.	43	50	à
Blanc type n° 1.	49	à	..
Raffiné bonne sorte.	46	à	..
— belle sorte.	47	à	..
Certificat de sortie.	50	à	..
Melasse de fabrication.	18	à	..
— de raffinage.	18	à	..
Moyenne des cotes officielles des alcools pendant la semaine du 31 octobre au 7 nov. 45 50.			

SUCRES

MOUVEMENT DE L'ENTRÉE DE PARIS

13 novembre 1885 1884 1883

Ind. entrées sacs. 24 450 16 503 48 700

— stock. 1 073 984 750 528 376 765

Et stock. qtx 189

Coloniaux 21 536 1 719 3 507

Stock à l'étranger 8 000 40 101

— à Saint-Quentin 3 425

— à Saint-Ouen 10 497

MOUVEMENT DES GARES ET BATEAUX

Batignolles. — Arrivages du 12 novemb. :

sacs, .. balles et 800 paniers. — Livraisons :

800 sacs, 2700 balles et 1 044 paniers. — Stock :

9 168 sacs, 5 575 balles et 1 343 paniers.

FOURRAGES

Marché de La Chapelle du 14 novembre.

On cote sur le marché :

Paille bl. 1^{re} q. 38 .. 2 916 34 .. 3^{re} q. 32 ..

Paille de seigle .. 34 .. 32 .. 31 ..

— d'avoine .. 37 .. 35 .. 34 ..

Foin 1885 .. 53 .. 55 .. 53 ..

Luzerne 85 .. 56 .. 54 .. 52 ..

Regain .. 56 .. 54 .. 52 ..

Le tout rendu dans Paris, au domicile de l'acheteur, frais de camionnage et droits d'entrée

compris par 100 bottes de 5 kil., savoir : 6 francs

pour foin et fourrages secs, 2 fr. 40 pour paille.

Fourrages en gare :

On cote sur wagon, par 520 kil.

Foin, 1^{re} qualité .. 41 .. 47 ..— 2^e qualité .. 35 .. 40 ..Luzerne, 1^{re} qualité .. 35 .. 40 ..

Paille de blé .. 20 .. 25 ..

— de seigle pour l'industrie .. 30 .. 35 ..

— ordinaire .. 22 .. 25 ..

— d'avoine .. 19 .. 21 ..

Pour les marchandises en gare, les frais de

déchargement, d'octroi et de camionnage sont

à la charge de l'acheteur.

FARINES DUREZ-MARQUES

Nous cotons à 12 h. 1/4 :

Livraison Septembre .. 47 25 à ..

— Octobre .. 47 50 à ..

— Novembre-décembre .. 47 25 à 47 50

— 4 premiers mois .. 49 10 à 49 25

Nous cotons à 2 heures :

Livraison Septembre .. 47 25 à ..

— Octobre .. 47 50 à ..

— Novembre-décembre .. 47 25 à 47 50

— 4 premiers mois .. 49 10 à 49 25

Nous cotons à 5 heures :

Livraison Septembre .. 47 25 à ..

— Octobre .. 47 50 à ..

— Novembre-décembre .. 47 25 à 47 50

— 4 premiers mois .. 49 10 à 49 25

Pays d'origine :

Essence de 700 à 710, liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55

— liv. 54 à 55